



Conference of European Churches • Conférence des Églises Européennes • Konferenz Europäischer Kirchen • Конференция Европейских Церквей  
Commission Église et Société

## La crise économique est un appel au changement

### Lettre ouverte aux présidents des institutions de l'Union européenne

Du 28 au 30 avril 2009, les représentants des Églises européennes se sont rencontrés à Bruxelles et Malines, en Belgique, lors d'une conférence intitulée : « *Redéfinir les politiques économiques et sociales européennes dans des temps incertains* ». La conférence était organisée par la Commission « Église et Société » de la Conférence des Églises européennes. Nous avons rencontré des membres du Parlement européen, des représentants de la présidence européenne et de la Commission européenne. En conclusion de nos discussions, nous voudrions partager nos vues sur la situation économique et sociale en Europe, fondées sur les expériences de nos différentes communautés. En tant que chrétiens, notre premier souci est le bien-être des personnes. Ceci fait partie de notre engagement d'aimer nos prochains.

Nous sommes convaincus que la crise actuelle est bien plus profonde que les analyses des institutions européennes ne l'ont suggéré jusqu'à présent. La crise remet en question un certain nombre de présupposés qui ont étayé les politiques économiques de l'Union européenne depuis les dernières décennies, telles que la dérégulation, la primauté des critères économiques dans tous les domaines de la vie ainsi que la place exorbitante accordée au profit et à la croissance sans limites. La crise actuelle est en grande partie une crise de confiance envers les institutions politiques et financières et envers le système qui l'a provoquée.

Cette crise a une dimension éthique importante : nos sociétés souffrent d'un style de vie qui se concentre sur le profit individuel, la consommation et l'avidité au lieu de prendre des responsabilités pour l'intérêt général, le bien-être de tous, le futur de chacun dans le monde qui est le nôtre.

La crise économique doit être vue en lien avec d'autres problèmes majeurs que nous devons affronter : le changement climatique, la crise de l'énergie et des réserves d'eau, le manque de nourriture, qui ont des impacts notables dans de nombreuses régions du monde. Le problème des évolutions démographiques nous oblige à nous tourner vers des politiques durables. Une réponse cohérente face à l'ampleur des bouleversements politiques est incontournable.

En supposant que cette approche est correcte, nous craignons que les mesures qui ont été prises jusqu'à présent par l'Union européenne et ses

Please note the new E-mail address of our Strasbourg office : [csc@cec-kek.fr](mailto:csc@cec-kek.fr)

Geneva  
(General Secretariat)  
P. O. Box 2100,  
150 route de Ferney,  
CH - 1211 Geneva 2, Switzerland  
tel: +41 22 791 61 11  
fax: +41 22 791 62 27  
e-mail: [cec@cec-kek.org](mailto:cec@cec-kek.org)

Brussels  
Ecumenical Centre  
rue Joseph II, 174  
B - 1000 Brussels,  
Belgium  
tel: +32 2 230 17 32  
fax: +32 2 231 14 13  
e-mail: [csc@cec-kek.be](mailto:csc@cec-kek.be)

Strasbourg  
8, rue du Fossé des Treize  
F - 67000 Strasbourg,  
France  
tel: +33 3 88 15 27 60  
fax: +33 3 88 15 27 61  
e-mail: [csc@cec-kek.com](mailto:csc@cec-kek.com)

États membres ne répondent pas au problème mais qu'elles agissent simplement sur ses symptômes.

Stimuler la consommation ne ferait qu'augmenter les inégalités déjà existantes, en pillant les ressources naturelles, provoquant des changements irréversibles sur le climat de la planète et détruisant la biodiversité naturelle. Engendrer une dette publique de plus en plus étendue n'est pas viable, et contraire à l'éthique. Et ne fera que retarder la crise mais sans contribuer à la résoudre.

Les Églises européennes comprennent que cette crise est un appel au changement. Revenir au « business as usual » ne réglera rien. Pour aller au devant des problèmes de la crise, il sera nécessaire d'arriver à des changements significatifs dans les politiques économiques et sociales de l'Union européenne et de ses États membres.

Changer reviendrait à traduire les valeurs de l'Europe de façon plus forte dans l'économie aussi bien que dans la politique sociale et environnementale. Le Traité de Lisbonne établit les valeurs de base de l'Union européenne en tant que « respect pour la dignité humaine, la liberté, la démocratie, l'égalité, la justice, la solidarité entre les hommes et les femmes » (art. 2). Le Traité propose le plein emploi, le progrès social, le haut niveau de protection et l'amélioration de la qualité de l'environnement comme éléments essentiels d'un « marché économique et social hautement compétitif » (art. 3). Une évaluation sociale et écologique de toutes les mesures prises par l'Union européenne et ses États membres pourrait par la suite assurer une réponse durable à la crise économique.

Changer serait de réviser substantiellement la stratégie du Traité de Lisbonne, qui a été développée lorsque le marché économique partiellement régulé prospérait. Il est maintenant évident que la stratégie de l'UE fondée sur la croissance et l'emploi ne fournit pas les instruments appropriés pour une guérison économique. Les prévisions économiques de l'Union européenne montrent que les États membres ayant un système de protection sociale élaboré sont aussi bien mieux placés économiquement pour faire face aux défis de la crise actuelle. Nous demandons aux États membres de l'Union européenne de prendre des dispositions concrètes pour créer un soutien mutuel entre les politiques économique, sociale, environnementale et de l'emploi. Pour atteindre une économie européenne de la connaissance compétitive, il est indispensable d'investir davantage dans les personnes : pour l'éducation, la formation professionnelle, l'apprentissage tout au long de la vie, l'innovation et la recherche. Une éducation de haute qualité commence à un jeune âge et nécessite le soutien d'un système social qui fonctionne bien.

Changer signifierait de réduire sensiblement le niveau de chômage dans l'Union européenne. Nous sommes soucieux de la banalisation de la segmentation du travail avec de plus en plus d'emplois précaires et la montée de la marginalisation de groupes spécifiques comme les chômeurs longue durée, les individus moins éduqués, les personnes handicapées ou les personnes d'origine immigrée. La situation actuelle représente un défi formidable pour les systèmes sociaux en place. Dans la pensée chrétienne, le travail n'est pas seulement un facteur de productivité mais aussi un élément central de la personnalité humaine et de sa participation à la société. Dans cette crise, les systèmes d'apprentissage doivent être accessibles et abordables pour tous – peu importe l'organisation du marché du travail. De même, des innovations pour les périodes de transition entre deux postes sans interruption de l'emploi, expérimentées dans certains États membres, sont une expérience prometteuse pour éviter la perte d'emploi et de revenus.

Changer voudrait dire permettre à tout le monde en Europe d'avoir une vie digne en assurant des services de santé et sociaux de qualité et durables, essentiels pour que les gens aient la possibilité de saisir les opportunités qui se présentent à eux. Une coopération étroite entre Institutions européennes, Etats membres et organisations de la société civile peut offrir un environnement favorable et fiable qui permet des services intégrés de qualité adaptés à chacun. Le financement de l'UE devrait être utilisé plus efficacement pour atteindre les plus vulnérables. La pauvreté et l'exclusion sociale sont souvent perçues comme des problèmes urbains. Nous nous interrogeons sur les zones rurales : sont-elles suffisamment prises en compte par l'Europe ?

Changer serait de prendre plus au sérieux les résultats des nombreuses consultations faites auprès des habitants de l'UE. Reconnaisant la complexité de la présente crise, à laquelle aucun individu, aucune institution n'a de réponse totalement satisfaisante, nous apprécions cependant l'engagement des institutions européennes à dialoguer avec les Eglises. Nous croyons fermement que notre forte relation avec une très large variété de personnes en Europe (allant des privilégiés aux désavantagés) contribue à développer des politiques durables et plus justes pour tous les Européens. Dans cette optique nous nous permettons de partager avec vous les expériences et aspirations de millions d'hommes et de femmes de toute l'Europe.

Bruxelles, le 6 mai 2009